

## Sommet de la Cémac

# Emmanuel Issoze Ngondet à N'Djamena aujourd'hui

J.O.  
Libreville/Gabon

LE Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, va représenter le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, au sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Commission économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), ce mardi 31 octobre, dans la capitale tchadienne. Dans une lettre d'orientation dudit sommet, l'initiateur, le président de la République

du Tchad, Idriss Deby Itno, décline le contenu de cette importante rencontre. Ainsi, selon le numéro un tchadien, ce sommet extraordinaire a pour objet de répondre aux problèmes auxquels font face les pays membres de la Cémac. Notamment la gestion des finances, le fonctionnement des services de la Commission et des institutions spécialisées. Autre sujet, la taxe communautaire d'intégration (TCI) recouvrée qui ne serait pas intégralement versée aux instances de la Commission.

Ce, malgré l'existence, précise le président tchadien, des dispositions pertinentes de l'acte additionnel relatif à son recouvrement. En outre, il sera examiné, lors de ce conclave, l'état d'avancement des mesures prises lors du sommet de Djilobo, en Guinée-Equatoriale. Il s'agit, entre autres, des décisions relatives à l'application intégrale de la libre circulation des biens et des personnes dans l'espace communautaire. Condition sine qua none, a-t-il martelé, pour l'édification d'une inté-

gration forte et réussie. A noter que le mandat des premiers responsables de la Cémac ayant pris fin, ces assises seront également l'occasion de procéder à l'installation des nouveaux dirigeants. Au nombre de ceux-ci, notre compatriote, l'ancien Premier ministre, Daniel Ona Ondo, qui sera installé au poste de président de la Commission de la Cémac. Il remplace à cette fonction, le Congolais Pierre Moussa.



Photo : Bandoma

Le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet.

Vie des partis/7è congrès ordinaire du RPG

Paul Mba Abessole quitte la tête du parti

LE 7è congrès du Rassemblement pour le Gabon (RPG), s'est tenu le week-end écoulé (samedi et dimanche) au siège dudit parti, sis à Petit-Paris, dans le troisième arrondissement de Libreville. Comme annoncé, retiendra-t-on, Paul Mba Abessole, le fondateur de cette formation politique qui se réclame toujours de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, a quitté sa présidence. Toutefois, son successeur n'a pu être élu, au terme des assises. Le congrès ayant opté pour une présidence collégiale. Nous y reviendrons.

## Opposition dite "radicale"/Conférence de presse du 6è vice-président du Sénat

# Jean-Christophe Owono Nguema persiste et signe !

O'. N. & C. O.  
Libreville/Gabon

Revenant sur ses propos tenus lors de son passage sur la chaîne française "TV5 Monde", le sénateur de la commune d'Oyem a dénoncé, samedi dernier à la Chambre de commerce de Libreville, le projet de révision constitutionnelle en cours de notre pays. Estimant que celui-ci consacre la fin de la République. Cette fois, il était assisté du président des "Upégistes-Loyalistes", Jean de Dieu Moukagni Iwangou, par ailleurs spécialiste du droit.

"Le projet de révision constitutionnelle adopté par le Conseil des ministres du 28 septembre 2017, sous la dictée de son initiateur,



Photo : Chris Oyame

Plusieurs leaders de l'opposition étaient dans la salle pour écouter...

foule au pied l'essence même de ce texte de grande importance pour chacun d'entre nous. Il a plutôt comme objectif, notamment, de concentrer tous les pouvoirs entre les mains de celui-ci et voudrait consacrer son immunité, l'im-

unité de ses complices et autres affidés. Nous ne pouvons pas l'accepter. Nous devons le dénoncer pour sauver la République." C'est la substance de la position défendue par Jean-Christophe Owono Nguema, 6è vice-président du Sénat et

élu de la commune d'Oyem. C'était lors de la conférence de presse qu'il a animée samedi dernier à la Chambre de commerce de Libreville, en compagnie de Jean de Dieu Moukagni Iwangou, président du parti politique "Upégistes-Loyalistes".



Photo : Brice Bandoma/ L'Union

... le sénateur Owono Nguema.

Cette sortie fait suite au passage, sur les antennes de la chaîne de télévision française "TV5 Monde", du parlementaire d'Oyem (Woleu-Ntem). Passage au cours duquel, il avait déjà dénoncé le projet de révision de la Loi fondamentale

gabonaise en cours actuellement dans notre pays. Il avait soutenu que ce projet visait la fin du régime sémi-présidentiel actuel au profit d'un régime totalement présidentiel. Lequel s'apparenterait, aux dires de certains acteurs politiques, à une "monarchie". Toute chose que condamne le sénateur qui n'a pas manqué de dire à l'assistance qu'il est sous le coup d'une convocation à la "DGR" (lire par ailleurs). Pour sa part, Moukagni Iwangou soutient que le projet de révision de la Constitution correspond à "une confiscation du pouvoir, au souci de se protéger du peuple et à la volonté de se soustraire de l'action de la Justice...".

## Opposition/Conférence de presse de l'UPNR

# Louis-Gaston Mayila réitère son appel à un troisième dialogue politique



Photo : Chris Oyame

Le président de l'UPNR (micro), Louis-Gaston Mayila appelle à un nouveau dialogue politique.

C.O.  
Libreville/Gabon

Selon lui, une fois de plus, ces assises devraient être placées sous la supervision des instances internationales telles que l'Organisation des Nations unies (Onu), l'Union européenne (UE) et l'Union Africaine (UA).

APRES plusieurs mois d'absence sur la scène politique nationale, le prési-

dent de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), Louis-Gaston Mayila, a enfin décidé de rompre son silence. Cela à la faveur d'une conférence de presse animée, vendredi dernier à sa résidence de Montagne-Sainte, dans le 3è arrondissement de Libreville. On y retiendra trois principaux sujets : la nécessité d'un nouveau dialogue politique au Gabon, la révision constitutionnelle, et le dossier du Gabon à la Cour pénale internationale (CPI). Sur le premier sujet, en



Photo : Chris Oyame

La presse nationale et internationale présente à la conférence de presse du président de l'UPNR.

effet, Me Louis-Gaston Mayila dont le parti politique a soutenu Jean Ping à la dernière élection présidentielle, estime que les assises organisées respectivement par le pouvoir sur initiative du président de la République Ali Bongo Ondimba, et par l'opposition dite "radicale" sous l'instigation de Jean Ping, n'ont pas pu ramener la sérénité dans notre pays. Voilà pourquoi il magnifie la nécessité d'un troisième dialogue politique placé, cette fois-ci, sous l'égide de la communauté internatio-

nale représentée par l'Organisation des Nations unies (Onu), l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA). "Il faut dans ce pays, affirme Me Mayila, un dialogue inclusif, c'est-à-dire qui n'exclut personne. Un dialogue sans tabou, où aucun sujet ne sera exclu. Ce qui permettra de rendre à notre pays la paix, la stabilité, l'unité nationale sans lesquels tout développement, tout vivre ensemble, tout projet conviant les Gabonais au travail ne seront qu'illusion". Non sans rappeler le rôle que la France,



Photo : Chris Oyame

Quelques leaders de l'opposition ayant assisté à la conférence de presse de Me Mayila.

puissance colonisatrice du Gabon, a toujours joué depuis le coup d'Etat de 1964... Sur la révision constitutionnelle, le président de l'UPNR estime que le sujet est tellement d'un grand enjeu qu'il serait maladroit de ne le laisser qu'à l'appréciation du seul Parlement (Assemblée nationale et Sénat). Selon Me Louis-Gaston Mayila, il serait davantage indispensable de le soumettre à la sanction du peuple appelé, lui, à le subir. D'où sa proposition de passer par un

référendum. Interrogé sur la crédibilité de la Cour pénale internationale, l'ancien président du Conseil économique et social (CES), sous feu Omar Bongo Ondimba, s'est refusé de tout commentaire. Il dit attendre de juger cette juridiction internationale sur la base de son travail, s'agissant des requêtes y introduites par le gouvernement et par l'opposition gabonaise. "Qu'elle commence opar faire son travail, on jugera sur pièce", a dit Louis-Gaston Mayila.